Zeitschrift: Suisse magazine = Swiss magazine

Herausgeber: Suisse magazine

Band: - (2016)

Heft: 321-322

Artikel: Quel avenir pour les entreprises suisses? : Rencontre avec Cristina Gaggini, directrice romande d'economiesuisse

Autor: Gaggini, Cristina

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-864599

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ÉCONOMIE

Quel avenir pour les entreprises suisses ?

Rencontre avec Cristina Gaggini, directrice romande d'economiesuisse

La faîtière economiesuisse défend, pour le compte de ses membres, l'économie de marché libérale et le maintien de conditions cadres compétitives. Elle est issue de la fusion en 2000 du Vorort, l'organisation patronale créée en 1870, et de la Société pour le développement de l'économie suisse. Par l'intermédiaire de 100 associations de branches et de 20 chambres cantonales de commerce, elle fédère 100 000 entreprises et PME employant 2 millions de personnes. *Suisse Magazine* a rencontré sa directrice romande.

Suisse Magazine: Nous sortons d'une période de votations où vous vous êtes largement investie pour repousser les initiatives de fermeture des frontières. Quel bilan tirez-vous des résultats ?

Cristina Gaggini : Je suis soulagée du très net refus de l'initiative sur les « étrangers criminels » et de la très forte mobilisation générale. Cette initiative aurait non seulement affaibli l'État de droit mais aussi entravé le maintien des Bilatérales avec l'Union européenne (UE). Nos concitoyens ont estimé que « trop c'est trop ». Quant au rejet de l'initiative des Jeunes socialistes, c'est une nouvelle très réjouissante pour le négoce mais aussi la place financière et l'industrie agroalimentaire. L'arc lémanique aurait beaucoup souffert en cas d'acceptation.

Economiesuisse, à l'image de certaines faîtières, fait l'objet de critiques féroces, tant de la part de certaines formations politiques que de certains médias. Economiesuisse est-elle encore indispensable aujourd'hui ?

Sans aucun doute ! Les groupes d'intérêts économiques ont vu le jour en Suisse au XIXe siècle, soit avant les partis politiques. L'État leur avait confié des tâches d'intérêt collectif. Ils sont aujourd'hui encore des acteurs à part entière du processus décisionnel. Economiesuisse est une référence en matière de politique économique et un interlocuteur privilégié du Conseil fédéral. Nos analyses et propositions sont d'autant plus appréciées que le parlement – basé sur le système de milice – est confronté à des thématiques toujours plus complexes. Et nous finançons et menons d'importantes campagnes de votation dès lors que les intérêts de nos membres sont en jeu.

Les milieux économiques ont fait pression avant et après 1992 pour une intégration complète dans l'Union européenne, présentée comme la seule solution valable. Et pourtant il semble que les accords bilatéraux, certes complexes à négocier et maintenir, se sont révélés être une solution tout à fait intéressante pour l'économie suisse. Quel bilan en tirez-vous, quel avenir leur prédisez-vous et quelles alternatives à court et moyen termes sont envisageables s'ils venaient à être dénoncés ?

La voie bilatérale répond aux besoins de l'économie et du pays : elle nous donne accès au marché européen et préserve notre souveraineté. C'est un pilier de notre prospérité. La population en profite aussi : regardez le faible taux de chômage et l'évolution constante des salaires ! La libre circulation des personnes est un accord clé pour pallier la pénurie de main-d'œuvre dans notre société vieillissante. Mais l'arrivée de travailleurs européens en nombre a suscité un malaise grandissant au sein de la population qui s'est traduit par l'acceptation de l'initiative UDC en février 2014. Depuis, nos relations avec l'UE sont dans l'impasse. De nombreuses discussions exploratoires ont eu lieu mais notre partenaire n'a pas encore accepté de négocier, en raison notamment du référendum du 23 juin en Grande-Bretagne. Nous avons pourtant intérêt à trouver une solution commune : la Suisse gagne un franc sur trois avec l'UE, mais elle est aussi son troisième partenaire commercial ! Sans compter que 1,3 million d'Européens vivent en Suisse et que plusieurs centaines de milliers de frontaliers y travaillent.

Economiesuisse et l'Union patronale suisse ont proposé, il y a plus d'un an, une solution qui permettrait de préserver la libre circulation et donc la voie bilatérale tout en respectant la volonté du peuple de mieux maîtriser l'immigration. Il s'agit de la clause de sauvegarde. Le Conseil fédéral l'a récemment soumise aux Chambres fédérales. Il reste encore bien du chemin à parcourir mais une chose est sûre, renoncer aux Bilatérales serait irresponsable. L'adhésion à l'UE n'est souhaitée ni par le Conseil fédéral ni par les milieux économiques ni par la population. Quant à nous isoler de notre premier partenaire commercial, ce serait suicidaire.

Quelles sont aujourd'hui les principales menaces pour l'économie suisse dans un contexte international ?

Je préfère parler de défis que de menaces. Une partie provient de l'étranger, je pense aux pressions internationales dictées par une concurrence acharnée entre places économiques, à la faiblesse persistante de l'euro et au ralentissement de la croissance mondiale. À ces défis viennent s'ajouter – sur le plan intérieur – une regrettable tendance à la sur-réglementation et une foultitude d'initiatives et de référendums. Pour la seule période 2016-2017, entre 20 et 30 votations fédérales concernent l'économie ! Ce sont autant de facteurs d'incertitude qui pèsent sur le climat des affaires et les investissements. Mais, malgré les difficultés, le moral reste globalement bon. La résilience de nos entreprises est surprenante.

Banques, micromécanique, chimie, tourisme, haute technologie, services…, quels sont aujourd'hui les secteurs en développement et les secteurs en régression et quelles sont les perspectives de chacun de ces secteurs ?

Le franc fort et le ralentissement notamment en Chine continueront de peser sur

Cristina Gaggini

notre économie, qui dépend de l'étranger pour un franc sur deux. La pression sur les marges est énorme pour l'industrie exportatrice, en particulier celle des machines. Nous nous attendons à une croissance mesurée cette année (1,5 %) et à un taux de chômage en légère augmentation (3,7 %). À l'exception de la pharma-chimie et de la technique médicale, les branches exportatrices ne réaliseront pas leur potentiel. Le tourisme et la construction devraient se stabiliser. Le commerce de détail pâtira encore du tourisme d'achat et des baisses de prix. En revanche, la place financière (banques-assurances) s'attend à une évolution positive, imputable principalement aux activités nationales. De manière générale, pour rester compétitifs le salut passe par l'innovation, la haute valeur ajoutée, une forte productivité et la diversification géographique.

Depuis quelques années, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) a résilié les mandats qu'il avait confiés à la Chambre de commerce suisse en France et s'appuie exclusivement sur l'ambassade. Un poste diplomatique est-il un vecteur efficace de développement commercial ?
Nous ne nous exprimons pas sur ce sujet.

Quelles sont vos principales actions en matière de développement d'un courant d'affaires franco-suisse ?
Nous ne sommes pas un organe de promotion au sens strict du terme. Nous agissons sur le plan institutionnel, en échangeant régulièrement avec les faîtières européennes telles que le Medef et en soutenant notre gouvernement. Cela participe indirectement au développement des affaires.

Quels sont selon vous les principaux freins à l'investissement économique suisse en France ?
Les entrepreneurs me font part de difficultés surtout sur le plan du droit du travail, sensiblement plus contraignant, mais également de craintes plus diffuses quant à la capacité du pays à relancer son économie.

En France, plusieurs organisations patronales coexistent, certaines plus orientées très grandes entreprises, d'autres plus orientées PME ou entreprises familiales. Le tissu exportateur suisse, quant à lui, repose très largement sur des PME. Qu'en est-il de l'équilibre PME/grandes entreprises à economiesuisse ?
Nous représentons tous les secteurs économiques, exportateurs et tournés vers le marché intérieur, à l'exception des arts et métiers. Les PME sont autant représentées que les grandes entreprises, y compris dans nos instances dirigeantes. Nous militons d'ailleurs contre l'opposition artificielle entre petites et grandes sociétés ; elles collaborent très étroitement et dépendent les unes des autres.

La France héberge plus de 170 000 Suisses. Est-ce que du point de vue d'economiesuisse ce sont des relais que vous pouvez utiliser ? Pourquoi ?
Ils sont d'excellents ambassadeurs du pays, que ce soit dans leur cercle professionnel ou privé. Ils contribuent à favoriser une compréhension réciproque, ce qui est particulièrement important avec notre voisin et partenaire commercial qu'est la France. Nous devons davantage les informer sur les défis du pays et dans le cadre des votations fédérales.

Avez-vous un message particulier pour nos lecteurs ?
Les votations portant sur les relations avec l'étranger, en particulier avec l'Union européenne, sont très émotionnelles. La partie rurale de la Suisse y est davantage opposée que les grandes agglomérations. Il importe que l'« autre Suisse » pèse de tout son poids contre les velléités de repli sur soi. Les résultats pouvant être très serrés, chaque voix compte ! ■

Economiesuisse
http://www.economiesuisse.ch/, sur lequel vous trouverez nouvelles, études, blog, publications et rapports divers.

Economiesuisse, Fédération des entreprises suisses, Case postale 3684, Carrefour de Rive 1, CH-1211 Genève 3. Téléphone : +41 22 786 66 81